

NATIONALISME FLAMAND

UNE PETITE HISTOIRE SOMBRE DE LA N-VA

Dimanche 21 mars 2021 par **Maurice Einhorn**

L'adhésion, il y a un certain temps déjà, de deux personnalités juives de premier plan à Anvers, l'avocat André Gantman et le rédacteur en chef de Joods Actueel, Michael Freilich, à la NV-A (Nieuw-Vlaamse Alliantie) pourrait faire croire qu'un certain passé est définitivement enterré et que la tension entre les militants flamingants et la communauté juive est aujourd'hui renvoyée aux oubliettes de l'histoire. Rien n'est plus faux en réalité, quelques dérapages récents de responsables du parti de Bart De Wever en attestent clairement. Des dérapages finalement peu étonnants si l'on prend en considération l'histoire qui a précédé la création de ce parti.



Il est nécessaire, pour comprendre les enjeux en la matière, de remonter jusqu'aux années 30, où se donne à voir la collusion de la frange la plus extrémiste du mouvement flamand avec le raz-de-marée fasciste, en Italie d'abord, avec Mussolini en 1922, au Portugal en 1926, avec Salazar, en Allemagne en 1933, avec Hitler, en Espagne enfin, avec Franco en 1936. On pourrait ajouter encore à cette liste noire la Roumanie, où la garde de fer fait régner la terreur, sans arriver à prendre le pouvoir.

Même si on pourrait remonter plus loin encore dans l'histoire, deux mouvements flamands sont totalement sur la même longueur d'onde que ceux précités. Le Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen, mieux connu sous le nom de Verdinaso, fondé par Joris Van Severen en 1931 ne se transformera pas réellement en parti politique à proprement parler. Le volet majeur de son activité politique est son combat pour le séparatisme. Il propose dans ce cadre l'union de la Flandre avec les Pays-Bas, une position qu'il atténuera quelque peu par la suite, ce qui ne sera pas le cas de son antisémitisme virulent. Van Severen connaîtra une fin tragique, emprisonné à Bruges juste avant l'invasion allemande, puis transféré en France où il est exécuté, avec d'autres prisonniers par des militaires français.

Le parti qui dominera rapidement ce sombre tableau est le VNV (Vlaamsch Nationaal Verbond), fondé par Staf Declercq en 1933, l'année aussi de la prise du pouvoir des nazis en Allemagne.

Le VNV, constitué au départ sur base de la fusion de plusieurs associations flamingantes de diverses sensibilités politiques, virera progressivement de plus en plus à l'extrême-droite. Augmentant rapidement en puissance, il ne pourra cependant pas prétendre à la direction du pays, aux structures à l'époque encore totalement unitaires.

A côté de Staf De Clercq, ancien du Frontpartij et fondateur du nouveau parti et qui se fait appeler 'Den Leider', un nom qui en rappelle un autre de sinistre mémoire, on trouve un comité constitué d'une série de dirigeants qui s'engageront tous dans la collaboration active avec l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale, comme Hendrik Elias, Reimond Tollenaere, Gérard Romsée, Raymond Seleers et Frans Daels notamment. A ses débuts, le VNV plaide pour la fusion de la Flandre avec les Pays-Bas. A cette époque, le VNV reçoit un subside mensuel du ministère allemand de la Propagande. Et si le parti se prononce en 1940 pour la neutralité face à l'Allemagne nazie, Staf De Clercq et ses amis basculent rapidement dans la collaboration active avec l'occupant, au point que Reimond Tollenaere notamment, que De Clercq considérait comme son successeur naturel, part se battre aux côtés des Allemands sur le front russe, où il se fera d'ailleurs tuer. Si des tensions grandissantes se développent au fur et à mesure entre le VNV et les nazis, qui visent à l'intégration de la Flandre dans le Troisième Reich, alors que le VNV milite plutôt en faveur d'une fusion avec les Pays-Bas dans le cadre d'une entité à laquelle ils donnent le nom de (Groot) Dietsland.

Malgré les différends constatés au sein de l'extrême droite flamande, il est au moins un point sur lequel les militants s'accordent tous, à savoir un antisémitisme fanatique à l'image de celui du régime hitlérien.

Décédé en 1942 des suites d'un cancer, De Clercq n'assistera pas à la défaite de l'Allemagne, dont il souhaitait au contraire ardemment la victoire. Les membres survivants de la direction du VNV seront tous jugés, condamnés et emprisonnés après la défaite allemande; l'un d'entre eux seulement, Theo Brouns, sera condamné à mort et exécuté.

Dans les milieux concernés, il ne sera jamais question de la « libération », puisque c'est la « répression », dont ils se disent avoir été victimes, qu'ils ne cesseront d'évoquer.

Volksunie, un lien organique avec le VNV fasciste

Il était évidemment moins facile pour la majorité des flamingants d'extrême droite de remonter sur scène durant la fin des années '40 et le début des années '50, même si un certain nombre d'anciens membres du VNV ont créé en 1949 le VMO (Vlaams Militanten Orde), une véritable milice fasciste. On rappellera simplement que celle-ci aura à son actif une vingtaine d'années plus tard, l'assassinat de Jacques Georgin, membre actif du FDF. Ce sont finalement les mêmes qui ont porté en 1954 la Christelijke Vlaamse Volksunie, dont le nom sera rapidement modifié en Volksunie tout court, sur les fonts baptismaux. Loin se désolidariser du VNV et des fractions collaborationnistes, la Volksunie entre sur la scène politique d'une façon dépourvue de toute ambiguïté à cet égard. Son co-fondateur, Frans Van der Elst, ira en effet visiter en prison les dirigeants du VNV condamnés pour collaboration. Outre son engagement absolu dans le mouvement flamand, auquel il n'y a rien à redire en soi, le parti servit entre autres de refuge politique à de nombreux anciens collaborateurs. Dans les milieux flamands de gauche et libéraux on parlait d'ailleurs souvent dans ces années-là du parti des "zwartzakken" (nom populaire donné aux anciens collaborateurs).

L'exemple le plus illustratif de cette mouvance est celui de Bob Maes, membre de la Jeunesse nationale-socialiste de Flandre durant son adolescence, plus tard fondateur du Vlaams Militanten Orde et membre de la Volksunie. C'est quelques années après la dissolution de cette dernière que Bob Maes rend un hommage solennel à Staf De Clercq durant le traditionnel pèlerinage de l'Yser, une grand-messe annuelle mise sur pied à Dixmude, exaltant certes la paix, mais qui rassemble en fait toute la droite radicale flamande.

En 1977 déjà, certaines figures de proue de la VU, mécontents de sa ligne politique, qu'ils considèrent comme insuffisamment radicale, font sécession et créent le Vlaamse Volkspartij de Lode Claes, fusionné ensuite avec le Vlaams Nationale Partij de Karel Dillen, également un ancien parmi les plus durs de la Volksunie. Précisons que Lode Claes fut échevin du 'Groß Brüssel' (Grand Bruxelles) mis sur pied en 1942 par l'occupant allemand et que Karel Dillen, créa en 1962 le groupement Were Di, lui aussi situé à l'extrême-droite la plus dure, tout comme Voorpost, la seconde association qu'il a créée, en 1976.

C'est ainsi que naît le Vlaamse Blok, qui deviendra des années plus tard le Vlaams Belang. Tirillée entre les différentes tendances, allant parfois de la gauche à la droite radicale, en passant par la droite libérale, la Volksunie finit par être obligée de se dissoudre. Une fois les éléments atypiques atypiques partis, à l'instar de Bert Anciaux, qui rejoindra les socialistes flamands, c'est la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) de Bart de Wever qui prend

le relais. Le nouveau parti, débarrassé des membres et dirigeants les plus radicaux de l'ancienne Volksunie, passés depuis des années au Vlaamse Blok, entend mener une politique moins radicale, se profilant notamment comme un parti de gouvernement. Il a d'ailleurs participé depuis lors à plusieurs équipes ministérielles au niveau fédéral, tandis que Jan Jambon, l'un de ses poids lourds, également un ancien de la Volksunie mais trop jeune pour avoir connu le VNV, devient en 2019 Ministre-président de Flandre.

Chassez le naturel, il revient au galop

Si la N-VA a sérieusement baissé le ton de ses interventions et que nombreux sont ceux qui, même du côté francophone, considèrent que la N-VA est devenue un parti parfaitement fréquentable, force est de constater que certains dérapages de ces dernières années devraient nous convaincre du contraire et qu'on a là une nouvelle version d'une main de fer dans un gant de velours.

Il y a quelques années déjà, le ministre d'Etat à l'Asile et l'immigration, Theo Francken, l'un des principaux dirigeants de la N-VA, dont il incarne en pratique le visage le plus dur, s'est retrouvé aux côtés du ministre flamand de la Mobilité, Ben Weyts (N-VA, lui aussi) à la fête d'anniversaire pour les 90 ans de Bob Maes, ancien du VNV (lire plus haut).

Mais c'est surtout l'affaire du carnaval d'Alost, en 2020, avec ses ignobles caricatures, qui a provoqué de très sérieux remous jusqu'au-delà de nos frontières. « *Au carnaval d'Alost, l'antisémitisme en fête* », pouvait-on lire dans l'édition du 25 février de *Libération*. Et le quotidien français de poursuivre : « *L'imagerie qui a dominé le défilé est l'expression d'un antisémitisme assumé. Le prétexte du 'rire' oublie que le carnaval était le renversement des rôles entre puissants et faibles, et non l'humiliation des minorités.* » Mieux encore, on se montrait extrêmement choqué au niveau de la Commission européenne. Son vice-président, Margaritis Schinas, n'a pas mâché ses mots : « *Le carnaval d'Alost est honteux. Il faut arrêter cela. Il n'y a pas de place pour cela en Europe.* »

Malgré cette prise de position exprimée de façon on ne peut plus claire, le bourgmestre N-VA d'Alost, Christoph D'Haese, ne s'est pas laissé démonter, estimant qu'il s'agissait simplement et uniquement d'humour et que l'accusation d'antisémitisme n'était absolument pas justifiée. Il a surtout de son côté décoché ses flèches au ministre des Affaires étrangères israélien, qui avait demandé l'interdiction du carnaval. C'est par ailleurs également cette demande israélienne et nullement la démonstration d'antisémitisme des organisateurs du carnaval qui a provoqué la réaction plus que douteuse de Vincent Van Quickenborn, ministre fédéral de la Justice. Pour ce responsable de l'Open VLD, mais surtout, en l'occurrence, ancien de la Volksunie, « *le lobby juif fait des heures supplémentaires. Après Alost, maintenant Washington* ».

Troisième dérapage et sans doute le pire, l'hommage rendu par Liesbeth Homans, la présidente N-VA du Parlement flamand, à l'occasion du 50^e anniversaire de cette institution, à une série de personnalités, ayant « *contribué à l'émancipation du peuple et*

de sa langue » et parmi lesquelles figuraient deux des collaborateurs les plus zélés des nazis durant l'occupation allemande, à savoir August Borms et Staf De Clerq (lire plus haut). Le quotidien flamand *De Standaard* critiquait d'ailleurs dès le lendemain l'absence totale de contenu de cette célébration, en dehors même du dérapage précité, un faux pas si énorme que Mme Homans a très rapidement reconnu publiquement son « erreur ».

Tout ceci est évidemment particulièrement inquiétant lorsque l'on sait que les électeurs flamands ont donné, lors des dernières élections régionales, 24,83% des voix à la N-VA et 18,50% au Vlaams Belang, soit pas loin de 45% aux deux partis qui n'ont absolument pas exorcisé les démons du passé. D'autant plus inquiétant que le CD&V, qui a récolté 15,40% des voix lors de ce même suffrage, n'est pas tout à fait exempt de reproches à cet égard, ce qu'illustre parfaitement l'affaire de Zedelgem. On a en effet inauguré dans cette petite ville de Flandre occidentale dirigée par la bourgmestre CD&V Annick Vermeulen, un monument dédié aux « légionnaires lettons », ayant fait partie des 15e et 19e divisions des *Waffen SS Einsatzgruppen* et qui furent incarcérés dans le camp militaire britannique de cette cité, à la fin de la guerre, comme le rapporte l'association 'The Belgians Remember Them' qui dénonçait récemment cet évènement particulièrement choquant. Il semble qu'un membre du Conseil communal, représentant le Vlaams Belang, ait joué le rôle d'intermédiaire dans ce sinistre hommage, qui constitue un cas unique en Europe, Lettonie exceptée.